

essentiel de leur manque de confiance dans l'évolution future de l'économie en général. Si nous ne prenions pas de mesures suffisantes dans le domaine de l'énergie, nous nous préparerions à moyen et à plus long terme, des hausses considérables et brutales des prix ainsi que des pénuries chroniques d'approvisionnement.

Dans l'ensemble des démocraties industrielles, les retombées des problèmes énergétiques provoqueraient des difficultés économiques de caractère général en accentuant les pressions inflationnistes, en accroissant les déficits de balance des paiements, en renforçant les restrictions aux échanges et l'instabilité monétaire. Du fait de ces pressions, la baisse de confiance des entreprises et des investisseurs risquerait de réduire encore l'activité économique et faire monter le chômage. Nos économies devraient alors essayer de réaliser dans un très court délai de profondes modifications de structures rendues nécessaires par des causes d'ordre énergétique dans une période de croissance économique par trop faible.

On imagine mal comment nos sociétés pourraient éviter les graves perturbations sociales et politiques que pourrait entraîner une telle détérioration de la situation économique générale. Dans de nombreux pays, la stabilité politique intérieure pourrait en être sérieusement affaiblie.

La concurrence entre les divers pays désireux d'accéder à des approvisionnements pétroliers peu abondants pourrait être un facteur de division particulièrement sérieux. Dans une situation de pénurie chronique de ce genre, les économies les plus vigoureuses pourraient, dans un premier temps, se trouver en meilleure posture, mais d'autres pays risqueraient de ne pas disposer des quantités d'énergie voulues pour faire face à leurs besoins économiques essentiels. Les pays aux économies les plus faibles pourraient s'estimer dans l'obligation de prendre de rigoureuses mesures unilatérales, déflationnistes et protectionnistes, qui, par un processus d'action en retour, provoqueraient un ralentissement de la croissance économique mondiale et une réduction des échanges, exerçant à la longue une influence défavorable sur tous les pays.

Il ne serait pas impossible non plus que les pays, soit individuellement, soit collectivement, s'efforcent en adoptant des mesures dépassant les formes habituelles de la concurrence commerciale, d'établir des relations d'approvisionnement préférentiel avec les États producteurs de pétrole. Pour autant qu'elles réussiraient, ces mesures menaceraient la souplesse du système des échanges pétroliers mondiaux. Qui plus est, ces arrangements pourraient trouver des prolongements dans des domaines politiques névralgiques, ventes d'armes, fourniture de techniques nucléaires «sensibles» sans clause de sauvegarde appropriée, ou nouvelles complications politiques dans le règlement du conflit du Proche-Orient, par exemple. Tous ces développements auraient une incidence défavorable sur les intérêts généraux des pays industriels de

l'Ouest. Ils pourraient même créer une atmosphère de confrontation susceptible de nuire d'une façon générale aux relations d'ensemble. Personne ne peut accepter une telle éventualité. Tout le monde voit combien des réactions à courte vue de ce genre seraient contre-indiquées. Nous n'en devons pas moins faire en sorte, par notre action et notre coopération en matière énergétique, que l'avenir ne nous mette pas dans une situation qui risquerait de faire naître de tels ferments de discorde.

Au total, je crois que si nous laissons persister les tendances actuelles dans le domaine de l'énergie, si nous ne faisons rien pour corriger la situation, nous pouvons alors prévoir qu'une insécurité grandissante en matière énergétique exercera des effets de plus en plus défavorables sur les relations entre les pays industriels. Une telle évolution serait assurément désastreuse pour tous.

### Longue transition

Il nous faut reconnaître que le monde doit opérer une longue transition: alors qu'il comptait essentiellement sur un pétrole relativement peu coûteux, il devra recourir plus largement à d'autres ressources énergétiques plus abondantes, et, par la suite, mettre en œuvre des sources d'énergie renouvelables. Il s'agit là d'un processus de longue durée qui, s'il est entrepris dès maintenant, peut être mené à bien sans à-coups. Dans le cas contraire (c'est-à-dire si les changements nécessaires doivent être apportés de façon soudaine) il entraînera une désorganisation coûteuse. Le seul jeu des forces du marché ne saurait assurer cette transition. Les investissements nécessaires sont d'une telle ampleur et l'importance stratégique de l'énergie est si grande que la participation des gouvernements est indispensable.

Je ne sous-estime pas les difficultés que l'application de programmes énergétiques plus rigoureux peut présenter pour beaucoup. Les mesures requises impliquent dans bien des cas d'importants changements du mode de vie auquel nous nous sommes habitués et elles peuvent aussi toucher des intérêts traditionnels. Les mesures fiscales de pénalisation visant à encourager l'utilisation d'automobiles consommant peu de carburant ou à améliorer le rendement énergétique de la climatisation des locaux, par exemple, peuvent être très dures. Toutefois, l'adaptation à ces changements présenterait beaucoup moins d'inconvénients que les conséquences à prévoir si on laissait la situation de l'énergie empirer. Sans doute aussi, certains projets de développements énergétiques risquent de porter atteinte à la beauté de certains paysages, voire de gêner la vie sentimentale du caribou. Ces aspects touchant l'environnement ne sont certes pas négligeables, mais il convient de les replacer dans une perspective d'ensemble et, comme je l'ai déjà dit, les perspectives actuelles nous montrent que les intérêts économiques et politiques vitaux auront beaucoup à